

ceux-là en vertu du Compte de stabilisation du revenu net, se feront sous peu et dès que nous connaîtrons les moyens préconisés par le comité de la troisième ligne de défense pour distribuer les 800 millions de dollars, nous pourrons commencer à le faire. Tout ce que je peux dire au député, c'est que nous nous efforcerons de verser l'argent le plus rapidement possible, dans la mesure où nous pourrions le trouver, ce qui est une tâche assez difficile, comme le député le sait sans doute. Cependant, nous comprenons l'urgence de la situation et les difficultés des agriculteurs avec qui, je sais, le député sympathise. Nous procéderons le plus rapidement possible.

M. Lyle Vanclief (Prince Edward—Hastings): Madame la Présidente, ma question supplémentaire s'adresse aussi au vice-premier ministre. Comme il le sait, nous pouvons aider l'industrie agro-alimentaire de bien des manières.

Il y a un an, le comité chargé de l'examen des pesticides a présenté son rapport. Aucune mesure n'a été prise pour donner suite aux recommandations qu'il contenait. Chaque fois que nous posons des questions à ce sujet, on nous dit «bientôt», «soyez patients», «ça s'en vient», «c'est pour très bientôt». L'agro-alimentaire pourrait et devrait profiter des effets positifs de ces recommandations depuis déjà un an.

Le ministre peut-il dire quand les recommandations de ce rapport seront mises en oeuvre?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, comme le député le sait, le comité qui a été chargé de l'examen des pesticides devait accomplir un travail délicat où il lui fallait tenir compte, entre autres facteurs, des préoccupations des environnementalistes et de la situation des agriculteurs. Je pense que ce comité a effectué une étude d'excellente qualité et qu'il a présenté des recommandations très précises. Il est clair que le gouvernement a l'intention de mettre ces recommandations en oeuvre. Je ne sais trop ce qui explique le retard, mais je m'informerai auprès du ministre de l'Agriculture et je donnerai des précisions au député dès que je le pourrai.

* * *

L'INDUSTRIE DU BOIS D'OEUVRE

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. Le gouvernement des États-Unis a commencé à enquêter afin de déterminer si les

provinces canadiennes subventionnaient injustement l'industrie du bois de construction.

Depuis que les États-Unis ont annoncé des mesures de représailles, un certain nombre de producteurs canadiens de bois d'oeuvre, notamment à Saskatoon, ont vu leurs affaires s'en ressentir.

Voici ma question: Dans une lettre qu'il m'envoyait récemment, le ministre déclarait que le gouvernement fédéral ferait tous les efforts possibles pour protéger les intérêts de l'industrie canadienne du bois d'oeuvre. J'aimerais que le ministre dise à la Chambre en quoi, au juste, consistent ces efforts.

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Madame la Présidente, je parlais dans cette lettre des mesures que nous entendons prendre pour réagir face aux droits compensateurs.
• (1200)

Nous travaillerons en étroite collaboration avec les provinces, l'industrie et certains éléments américains qui appuient notre position sur la question du bois d'oeuvre, pour nous assurer la meilleure défense possible contre les allégations des États-Unis.

J'ai également précisé aux députés que s'ils connaissent des groupes ou des personnes qui ont des problèmes à la frontière avec l'exportation du bois d'oeuvre, j'apprécierais qu'ils me mettent au courant afin que nous puissions traiter chaque cas spécifiquement.

* * *

LA VENTE AU DÉTAIL

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Les détaillants ont subi une baisse de leurs ventes de l'ordre de 15 milliards de dollars pour le mois d'août. Cette baisse se reflète nettement sur les faillites, qui accusent selon les statistiques du mois de septembre une hausse de 38 p. 100 à l'échelle nationale, et une hausse dramatique de 62 p. 100 dans la région de l'Atlantique.

Que compte faire le gouvernement pour remonter la confiance dans le secteur de la vente au détail?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, les statistiques de septembre montrent une tendance légèrement différente.